

Questions orales

[Traduction]

L'hon. Pat Carney (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Monsieur le Président, j'ai déjà expliqué au député que le gouvernement fédéral n'était pas propriétaire de cette raffinerie. Les offres d'achat ne seraient donc pas adressées au gouvernement, mais au véritable propriétaire de la raffinerie qui est la société Gulf. Ni moi ni aucun autre ministre n'avons reçu une offre d'achat pour une raffinerie qui ne nous appartient pas.

[Français]

LES TRACTATIONS ENTOURANT L'OFFRE—LE RÔLE DE LA MINISTRE

M. Jean-Claude Malépart (Montréal-Sainte-Marie): Je désire poser une question supplémentaire, monsieur le Président. Est-ce que la ministre peut nier que ses collègues, députés conservateurs de l'Assomption, Duvernay et Mercier, ont discuté du dossier de la raffinerie Gulf avec Gaz Métropolitain dans son bureau au sujet des 35,000 barils? Est-ce que la ministre peut nous faire accroire qu'elle n'était pas au courant du dossier?

[Traduction]

L'hon. Pat Carney (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Monsieur le Président, le député oublie évidemment que ce fut à ma demande que Gulf a retardé de deux mois la fermeture de la raffinerie en attendant que de nouveaux acheteurs se présentent. C'est certainement plus que ce que le gouvernement libéral a accompli dans le cas des trois raffineries qui ont fermé leurs portes sous le gouvernement libéral qui avait refusé d'intervenir de cette façon.

Des voix: Oh, oh!

M. le Président: A l'ordre.

* * *

LES SCIENCES ET LA TECHNOLOGIE

LA STATION ORBITALE AMÉRICAINE—LA PARTICIPATION ÉVENTUELLE DU CANADA

M. Alex Kindy (Calgary-Est): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Sciences et de la Technologie. Que je sache, le gouvernement canadien n'a pas encore décidé de prendre part au programme américain de la station orbitale. Nous risquons de manquer le bateau si nous n'y participons pas. Quand la décision sera-t-elle prise?

L'hon. F. Oberle (ministre d'État chargé des Sciences et de la Technologie): Monsieur le Président, le gouvernement a conclu avec les États-Unis un protocole d'entente prévoyant la collaboration active du Canada au programme de la station

orbitale. J'ai saisi le cabinet de cette proposition et il devrait rendre sa décision dans le courant du mois prochain.

* * *

LE MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

LA NOUVELLE CONCERNANT LA DÉMISSION D'UN CADRE

M. Steven W. Langdon (Essex-Windsor): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Environnement. Un cadre scientifique du ministère de l'Environnement, en Ontario, a remis sa démission aujourd'hui après avoir fait l'objet de vives critiques de la part des hautes instances de ce ministère pour avoir divulgué certains renseignements au public, plus particulièrement à l'occasion de l'émission *The Journal*, la semaine dernière. Le ministre pourrait-il rétablir M. Hallett dans ses fonctions et lui réitérer publiquement une confiance que son dévouement mérite indiscutablement?

● (1200)

L'hon. Tom McMillan (ministre de l'Environnement): Monsieur le Président, je ne suis pas en mesure de répondre au député parce que je n'ai pas reçu la lettre de démission de M. Hallett. Il a peut-être remis sa démission il y a quelques heures à peine. Que je sache, cette dernière n'a rien du tout à voir avec les critiques que ses initiatives ont soulevées, critiques dont je ne suis certes pas l'instigateur.

LA CONTAMINATION CHIMIQUE DE LA RIVIÈRE ST. CLAIR

M. Steven W. Langdon (Essex-Windsor): Monsieur le Président, malheureusement, cette démission a bien eu lieu. Elle a été confirmée par le bureau de M. Hallett ce matin et elle est bien liée aux critiques en question. Le ministre trouve-t-il normal que Doug Hallett perde son emploi alors que la Dows Chemical fait des affaires en or? Et trouve-t-il normal aussi que les localités en aval de cette nappe toxique perdent toute confiance dans cette enquête qui a l'aval du ministère? Ne pourrait-il entreprendre des démarches pour rétablir cette personne-clé dans ses fonctions au sein de cette équipe?

L'hon. Tom McMillan (ministre de l'Environnement): Monsieur le Président, je peux répondre catégoriquement au député qu'à ma connaissance, personne au ministère de l'Environnement, certainement pas moi, en tout cas, n'a demandé la démission de M. Hallett et encore moins exercé des pressions en ce sens. Je n'ai même pas reçu cette démission en ce qui me concerne.

* * *

RAPPORTS DU GREFFIER DES PÉTITIONS

M. le Président: J'ai l'honneur d'informer la Chambre que les pétitions présentées par des députés le jeudi 12 décembre sont conformes aux exigences du Règlement quant à la forme.